

Les Vingt-sept veulent relancer la machine européenne

Union européenne Les Etats membres doivent s'activer avant l'année 2019, qui s'annonce chargée en événements.

Pour donner un coup de fouet au projet européen – et surtout décider enfin dans quelle direction on veut diriger la monture –, c'est maintenant ou jamais. Tel est l'état d'esprit qui devrait animer les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement, réunis ce jeudi et vendredi à Bruxelles, où il plane comme un parfum de soulagement et d'optimisme, mélangé à un sentiment d'urgence. Alors que l'Union européenne tombe de Charybde en Scylla depuis plus d'une demi-décennie, la roue semble enfin tourner. *"Nous nous réunissons dans un contexte politique différent de celui d'il y a quelques mois, lorsque les forces anti-européennes progressaient"*, s'est ainsi réjoui le président du Conseil européen Donald Tusk, dans sa lettre d'invitation adressée ce mercredi aux Etats membres.

En effet, le parti xénophobe du Néerlandais Geert Wilders est loin d'avoir récolté le plus de suffrages lors des législatives aux Pays-Bas. Côté allemand, si l'on en croit les résultats d'une élection régionale "test" dans le nord du pays, les populistes de l'AfD ne devraient pas peser lourd dans les législatives de septembre. Enfin, Emmanuel Macron, le plus européen des candidats, a vaincu sa rivale d'extrême droite Marine Le Pen et s'est installé à l'Élysée.

Des nouveaux visages à la table du Conseil européen

Bref, les partis eurosceptiques n'auront pas bénéficié du succès tant redouté. D'autant que le spectacle du Brexit – où un Royaume-Uni confus peine à imposer une vision cohérente face au bloc des Vingt-sept – n'a pas de quoi mettre l'eau à la bouche des autres Etats membres. Et le nouveau président français – qui a pour ambition de compléter l'Union économique et monétaire – est devenu le nouveau visage d'une Europe qui reprend du poil de la bête et d'un couple franco-allemand revigoré. Son entrée officielle dans la cour des leaders européens ce jeudi est donc pour quelque chose dans la relative euphorie qui règne au sein des Etats membres. De plus, le Conseil européen sera aussi une première pour le nouveau Premier ministre irlandais Leo Varadkar, fils d'un immigrant in-

dien et premier chef de gouvernement de ce pays à afficher son homosexualité.

L'Europe qui protège

"Nous assistons à un retour de l'UE comme solution, plutôt que comme problème. Paradoxalement, les défis difficiles des derniers mois nous ont rendus plus unis qu'auparavant", a constaté M. Tusk. Ainsi, les propos populistes et isolationnistes du nouveau président américain Donald Trump ont-ils poussé les Européens à prendre en main leur propre sécurité. *"Le tabou d'une autonomie de l'Union en termes de défense est tombé, d'autant plus que l'alliance traditionnelle avec les Etats-Unis est compliquée"*, observe une source européenne. Ce jeudi, les Vingt-huit devraient donc s'accorder pour lancer une coopération structurée et permanente en matière de défense (prononcez : "PESCO"), qui se veut à la fois "ambitieuse" dans ses opérations et "inclusive", soit ouverte à tout Etat membre qui voudrait y participer. En outre, les leaders devraient également soutenir la mise en oeuvre d'un fond de défense européen ainsi que d'un financement permanent des groupements tactiques de l'UE.

De façon générale, remarque un diplomate, *"la ligne rouge de ce Conseil européen est celle d'une Europe qui protège, à la fois physiquement, mais aussi socialement"*. Au menu de la réunion donc : la croissance économique et le commerce international. Les chefs d'Etat et de gouvernement réaffirmeront leur fidélité au principe du libre-échange et leur volonté de multiplier les traités avec des pays tiers, mais ils devraient également s'engager à *"protéger les citoyens contre une globalisation incontrôlable, contre ceux qui veulent profiter de notre ouverture"*, comme l'a indiqué M. Tusk. Même si, comme nous l'explique un diplomate, les Etats membres ne sont pas tous sur la même longueur d'onde, d'aucuns étant adeptes d'une *"tendance libre-échangiste pure et dure"*, d'autres, dont la Belgique, prônant *"un équilibre entre l'ouverture du marché et la nécessité d'une défense robuste des intérêts commerciaux de l'union"*.

"On est au milieu du gué"

De toute manière, rares sont les matières sur lesquelles les Etats membres partagent une seule et même position – la question de la politique migratoire européenne risque de donner lieu à un débat houleux vendredi. Mais *"on est dans une période cruciale ou l'Europe à Vingt-sept peut signifier une régression tout comme elle peut être la relance du projet européen. On est au milieu du gué"*, explique une source européenne. A mi-mandat de Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne *"de la dernière chance"*, le temps presse pour que l'Union convainque ses citoyens et présente des mesu-

res concrètes, accompagnées de résultats. Surtout que cette période pourrait être le calme avant la tempête.

L'année 2019 s'annonce en effet chargée. Les citoyens se rendront aux urnes pour élire leurs nouveaux euro-députés. Aussi, le divorce entre l'UE et Londres devrait être acté, après les deux ans de négociations prévus dans les traités – à moins que les deux parties décident d'entamer un nouveau round. Résultat: au moment de fixer le budget pluriannuel pour la période 2020-2027, la présence d'Emmanuel Macron à la table des Vingt-sept risque de ne plus suffire à détendre l'atmosphère lorsque les Etats membres devront parler business et puiser dans leurs caisses pour combler le trou laissé par la sortie du Royaume-Uni.

Maria Udrescu